

ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Cette analyse contient des déclarations prospectives selon la U.S. Private Securities Litigation Reform Act de 1995, et il est de notre intention que de telles déclarations prospectives soient sujettes aux règles d'exonération prévues par cette loi. Les déclarations prospectives sont des déclarations ne renfermant aucun renseignement historique et n'étant aucunement liées à la situation actuelle. Des mots comme « peut », « s'attend à », « croit », « planifie », « prévoit », « a l'intention de », « pourrait », « estime », « continue », des expressions similaires ou leurs négatives identifient des déclarations prospectives. De plus, toute déclaration concernant nos attentes, nos prévisions ou toute autre description ayant trait aux événements ou aux circonstances à venir est considérée comme étant une déclaration prospective. Les déclarations prospectives ne sont pas des garanties de notre rendement futur et comportent des risques et des incertitudes. Les résultats réels peuvent différer de façon appréciable de ceux des déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont notamment l'incertitude macroéconomique ainsi que les dépenses en capital et l'ampleur des déploiements de réseaux dans les secteurs des télécommunications (dont l'adaptation rapide de nos structures de coûts aux conditions économiques anticipées et la gestion de nos niveaux de stocks en fonction de la demande du marché), les conditions économiques, concurrentielles, financières et de marché futures, la consolidation de l'industrie mondiale des tests et de l'assurance de services de télécommunications et la compétition accrue dans le marché, la difficulté de prévoir le volume et le calendrier des commandes des clients, les taux de change instables, la concentration des ventes, le lancement en temps opportun de nos produits et l'accueil du marché quant à nos nouveaux produits et à d'autres produits futurs, notre capacité à développer avec succès nos activités internationales, notre capacité à intégrer avec succès les entreprises que nous acquérons ainsi que notre capacité à maintenir un personnel technique et de gestion qualifié. Les hypothèses, d'après ce qui précède, impliquent des jugements et des risques qui sont difficiles ou impossibles à prévoir et dont plusieurs sont hors de notre contrôle. D'autres facteurs de risque qui peuvent influencer notre rendement futur et nos opérations sont détaillés dans notre rapport annuel selon le Formulaire 20-F et dans nos autres dépôts auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission et des commissions canadiennes des valeurs mobilières. Nous jugeons que les attentes mentionnées dans ces déclarations prospectives sont raisonnables, compte tenu de l'information actuellement disponible, mais nous ne pouvons pas vous assurer qu'elles s'avéreront exactes. Par conséquent, vous ne devriez pas faire preuve d'une confiance totale en ces déclarations prospectives. Ces déclarations sont valables seulement en date du présent document. À moins que ce ne soit requis par la loi ou la réglementation, nous ne nous engageons pas à réviser ou à mettre à jour ces déclarations afin qu'elles reflètent les événements ou circonstances survenant après la date de ce document.

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est datée du 25 mars 2014.

Tous les montants inscrits sont en dollars US, à moins d'avis contraire.

SURVOL DE L'ENTREPRISE ET RÉCENTS DÉVELOPPEMENTS

Nous sommes un important fournisseur de solutions de test et d'assurance de services de pointe destinées aux opérateurs et aux fabricants d'équipement de réseaux de l'industrie mondiale des télécommunications. Nous offrons des solutions qui permettent à nos clients d'augmenter la capacité de leurs réseaux et d'optimiser la fiabilité de leurs réseaux filaires et sans fil IP (protocole Internet), de l'architecture longue distance jusqu'à l'accès. Ainsi, nous concentrons nos efforts sur des créneaux de marché à fort potentiel de croissance liés à l'augmentation de la bande passante et à l'amélioration de la qualité de l'expérience sur les infrastructures de réseaux : les réseaux 4G/LTE (*long-term evolution*, ou évolution à long terme), de liaison mobile, les petites cellules et les systèmes d'antennes distribuées (DAS), la transition des réseaux vers la transmission à 100G, ainsi que les déploiements de fibre jusqu'au domicile (*fiber-to-the-home*, ou FTTH), jusqu'au trottoir (*fiber-to-the-curb*, ou FTTC) et jusqu'au nœud (*fiber-to-the-node*, ou FTTN).

Nous avons lancé sept nouveaux produits au deuxième trimestre de l'exercice 2014, incluant une suite logicielle d'assurance de services de voix sur LTE (VoLTE) qui permet aux opérateurs de réseaux mobiles de dépanner et de surveiller de façon proactive les nouvelles infrastructures VoLTE grâce à l'émission de trafic en temps réel et à la mesure des indicateurs de performance critiques. Nous avons aussi lancé le premier analyseur de spectre optique à multiplexage de polarisation pour la caractérisation des systèmes cohérents à 40G et 100G, intégré des fonctions d'autorégulation à notre sonde d'inspection de la fibre afin d'automatiser l'inspection des connecteurs de fibres, et élargi l'éventail de fonctions de nos modules multiservices Power Blazer en ajoutant des fonctions EtherSAM bidirectionnelles sur toutes les interfaces Ethernet de 10M à 100G. À mi-chemin de l'exercice 2014, EXFO a lancé un total de 16 nouveaux produits ou mises à niveau majeures.

Nous avons rapporté des ventes de 51,2 millions \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, ce qui représente une baisse de 18,2 % par rapport aux 62,6 millions \$ de la même période de l'exercice précédent. Nous avons également rapporté des commandes de 58,7 millions \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, pour un rapport prise de commandes-facturation de 1,15, ce qui représente une hausse de 10,0 % comparativement aux 53,4 millions \$ de la même période de l'exercice précédent.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, nous avons généré une perte nette de 1,3 million \$, ou 0,02 \$ l'action, comparativement à un bénéfice net de 39 000 \$, ou 0,00 \$ l'action diluée, au cours de la même période de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, la perte nette incluait un montant de 1,0 million \$ en amortissement après impôts sur les bénéfices des actifs incorporels, un montant de 402 000 \$ en charges de rémunération à base d'actions, et un gain de change de 2,3 millions \$.

Le BAIIA ajusté (bénéfice net (perte nette) avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, frais de restructuration, charges de rémunération à base d'actions et gain de change) était de moins de 1,0 million \$, ou moins 2,0 % des ventes, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, comparativement à 4,4 millions \$, ou 7,1 % des ventes, au cours de la même période de l'exercice précédent. Se référer à la page 15 du présent document pour un rapprochement complet du BAIIA ajusté et du bénéfice net (de la perte nette) selon les IFRS.

Le 8 janvier 2014, nous avons annoncé que notre conseil d'administration avait autorisé le renouvellement de notre programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités sur le marché secondaire, et ce, jusqu'à concurrence de 10 % des actions à droit de vote subalterne, soit 2 043 101 actions à droit de vote subalterne au prix en vigueur sur le marché. Il est prévu que ce rachat sera effectué au moyen d'espèces, de placements temporaires ou de flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation. La période du programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités a débuté le 13 janvier 2014 et se terminera le 12 janvier 2015 ou plus tôt si nous rachetons le nombre maximal d'actions permis. Le programme n'exige pas que nous rachetions un nombre spécifique d'actions, et il peut être modifié, suspendu ou interrompu en tout temps, sans préavis. Toutes les actions rachetées en vertu de ce programme seront annulées.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars US, sauf les données par action et en pourcentage des ventes pour les périodes indiquées)

	Trois mois terminés les 28 février		Six mois terminés les 28 février	
	2014	2013	2014	2013
Ventes	51 179 \$	62 576 \$	107 182 \$	122 397 \$
Coût des ventes ⁽¹⁾	20 073	23 664	41 258	47 321
Frais de vente et d'administration	21 537	23 074	43 245	45 364
Frais de recherche et de développement nets	10 973	11 960	22 254	23 562
Amortissement des immobilisations corporelles	1 243	1 504	2 518	3 109
Amortissement des actifs incorporels	1 074	1 922	2 256	3 884
Dépenses (revenus) d'intérêts	(49)	25	(76)	(8)
Gain de change	(2 292)	(1 700)	(3 094)	(2 456)
Bénéfice (perte) avant les impôts sur les bénéfices	(1 380)	2 127	(1 179)	1 621
Impôts sur les bénéfices	(41)	2 088	907	3 220
Bénéfice net (perte nette) pour la période	(1 339) \$	39 \$	(2 086) \$	(1 599) \$
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action	(0,02) \$	0,00 \$	(0,03) \$	(0,03) \$
Autres informations :				
Bénéfice brut avant amortissement ⁽²⁾	31 106 \$	38 912 \$	65 924 \$	75 076 \$
Données relatives à la recherche et au développement :				
Frais de recherche et de développement bruts ⁽³⁾	13 046 \$	14 126 \$	26 355 \$	28 024 \$
Frais de recherche et de développement nets ⁽³⁾	10 973 \$	11 960 \$	22 254 \$	23 562 \$
BAIIA ajusté ⁽²⁾	(1 002) \$	4 435 \$	1 290 \$	7 155 \$

(1) Le coût des ventes n'inclut pas l'amortissement, lequel est présenté séparément.

(2) Se référer à la page 15 pour les mesures non conformes aux IFRS.

(3) Incluent 89 \$ en frais de restructuration pour les trois mois et les six mois terminés le 28 février 2013 (zéro au cours de l'exercice 2014).

	Trois mois terminés les 28 février		Six mois terminés les 28 février	
	2014	2013	2014	2013
Ventes	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coût des ventes ⁽¹⁾	39,2	37,8	38,5	38,7
Frais de vente et d'administration	42,1	36,9	40,3	37,1
Frais de recherche et de développement nets	21,4	19,1	20,8	19,2
Amortissement des immobilisations corporelles	2,4	2,4	2,3	2,5
Amortissement des actifs incorporels	2,1	3,1	2,1	3,2
Dépenses (revenus) d'intérêts	(0,1)	–	(0,1)	–
Gain de change	(4,4)	(2,7)	(2,8)	(2,0)
Bénéfice (perte) avant les impôts sur les bénéfices	(2,7)	3,4	(1,1)	1,3
Impôts sur les bénéfices	(0,1)	3,3	0,8	2,6
Bénéfice net (perte nette) pour la période	(2,6) %	0,1 %	(1,9) %	(1,3) %
Autres informations :				
Bénéfice brut avant amortissement ⁽²⁾	60,8 %	62,2 %	61,5 %	61,3 %
Données relatives à la recherche et au développement :				
Frais de recherche et de développement bruts	25,5 %	22,6 %	24,6 %	22,9 %
Frais de recherche et de développement nets	21,4 %	19,1 %	20,8 %	19,2 %
BAIIA ajusté ⁽²⁾	(2,0) %	7,1 %	1,2 %	5,8 %

(1) Le coût des ventes n'inclut pas l'amortissement, lequel est présenté séparément.

(2) Se référer à la page 15 pour les mesures non conformes aux IFRS.

(3) Incluent 0,1 % en frais de restructuration pour les trois mois et les six mois terminés le 28 février 2013 (zéro au cours de l'exercice 2014).

VENTES ET COMMANDES

Pour les trois mois terminés le 28 février 2014, nos ventes ont atteint 51,2 millions \$, soit une baisse de 18,2 % comparativement aux 62,6 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent, et nos commandes ont atteint 58,7 millions \$, soit une hausse de 10,0 % comparativement aux 53,4 millions \$ atteints au cours de la même période de l'exercice précédent, pour un rapport de commandes-facturation de 1,15.

Pour les six mois terminés le 28 février 2014, nos ventes ont atteint 107,2 millions \$, soit une baisse de 12,4 % comparativement aux 122,4 millions \$ de la même période de l'exercice précédent, et nos commandes ont atteint 116,6 millions \$ comparativement aux 117,7 millions \$ de la même période de l'exercice précédent, pour un rapport de commandes-facturation de 1,09.

Au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2014, la majeure partie de la baisse de nos ventes provient de l'Amérique, compte tenu que les conditions de marché continuent d'être difficiles dans cette région, en raison de retards dans les commandes et d'un niveau de dépenses plus faible, notamment chez nos clients importants. À notre avis, les projets et les initiatives stratégiques n'ont pas été annulés mais plutôt repoussés à plus tard au cours de l'année civile 2014. De plus, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, bien que nos commandes aient augmenté de 10,0 % d'un exercice à l'autre, elles sont survenues tard dans la période, ne nous laissant pas suffisamment de temps pour les expédier et les reconnaître dans le trimestre, ce qui a eu un effet négatif sur nos ventes d'un exercice à l'autre. De plus, au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2013, nous avons expédié d'importantes commandes de nos solutions de test sur cuivre à certains grands opérateurs de réseaux nord-américains. Nous n'avons pas eu de telles commandes au cours des mêmes périodes du présent exercice, ce qui a réduit nos ventes d'un exercice à l'autre.

De plus, au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2014, nous avons subi, dans une certaine mesure, une concurrence et une pression accrues sur les prix, ce qui a réduit nos ventes et nos commandes par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent.

Également, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, nos ventes incluent des pertes de change sur nos contrats de change à terme de 285 000 \$ comparativement à des gains de change de 153 000 \$ au cours de la même période de l'exercice précédent, ce qui a contribué à diminuer nos ventes de 0,7 % d'un exercice à l'autre. Au cours de la première moitié de l'exercice 2014, nos ventes incluent des pertes de change sur nos contrats de change à terme de 369 000 \$ comparativement à des gains de change de 355 000 \$ au cours de la même période de l'exercice précédent, ce qui a contribué à diminuer nos ventes de 0,6 % d'un exercice à l'autre.

Enfin, au cours de la première moitié de l'exercice 2014, nous n'avons bénéficié d'aucunes dépenses budgétaires de fin d'année civile de la part des opérateurs de réseaux en Amérique, en raison d'une gestion serrée des budgets, alors que nous en avons bénéficié dans une certaine mesure lors de la même période de l'exercice précédent.

En ce qui a trait aux commandes, bien que nos ventes aient subi une baisse au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014 comparativement à la même période de l'exercice précédent, elles ont augmenté de 10,0 % d'un exercice à l'autre, en hausse dans toutes les régions.

Répartition géographique

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, les ventes en Amérique, en Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMOA) ainsi qu'en Asie-Pacifique (APAC) ont constitué respectivement 45 %, 32 % et 23 % des ventes, comparativement à 49 %, 29 % et 22 % respectivement au cours de la même période de l'exercice précédent. Au cours de la première moitié de l'exercice 2014, les ventes en Amérique, en EMOA et en APAC ont constitué respectivement 48 %, 31 % et 21 % des ventes, comparativement à 52 %, 28 % et 20 % respectivement au cours de la même période de l'exercice précédent.

Concentration de clients

Nous vendons nos produits à une clientèle diversifiée, composée notamment de fournisseurs de services réseau, de fabricants d'équipement de réseaux, d'opérateurs de réseaux sans fil et de câblodistributeurs. Au cours du deuxième trimestre des exercices 2013 et 2014, aucun client n'a représenté à lui seul plus de 10 % de nos ventes, et nos trois clients les plus importants ont représenté 13,1 % de nos ventes lors de chacune de ces périodes. Au cours de la première moitié des exercices 2013 et 2014, aucun client n'a représenté à lui seul plus de 10 % de nos ventes, et nos trois clients les plus importants ont représenté respectivement 13,9 % et 11,3 % de nos ventes.

BÉNÉFICE BRUT AVANT AMORTISSEMENT (mesure non conforme aux IFRS, se référer à la page 15 du présent document)

Le bénéfice brut avant amortissement (bénéfice brut) s'est élevé à 60,8 % des ventes au cours des trois mois terminés le 28 février 2014, comparativement à 62,2 % au cours de la même période de l'exercice précédent.

Le bénéfice brut avant amortissement s'est élevé à 61,5 % des ventes au cours des six mois terminés le 28 février 2014, comparativement à 61,3 % au cours de la même période de l'exercice précédent.

La baisse de notre bénéfice brut au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014 comparativement à la même période de l'exercice précédent est due aux facteurs suivants :

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, un niveau de ventes plus faible comparativement à la même période de l'exercice précédent s'est traduit par une absorption plus faible de nos coûts fixes de production, ce qui a entraîné une baisse de notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

De plus, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, nos ventes incluaient des pertes de change sur nos contrats de change à terme de 285 000 \$ comparativement à des gains de change de 153 000 \$ lors de la même période de l'exercice précédent, ce qui a contribué à réduire notre bénéfice brut de 1,0 % d'un exercice à l'autre.

Enfin, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, une concurrence et une pression accrue sur les prix comparativement à la même période de l'exercice précédent, a eu, dans une certaine mesure, un effet négatif sur notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013, une composition des produits vendus moins favorable s'est traduite par une baisse de notre bénéfice brut au cours de cette période. Notamment, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013, nous avons expédié d'importantes commandes de nos solutions de test sur cuivre à faibles marges, ce qui a eu un effet négatif sur notre bénéfice brut lors de cette période. Nous n'avons pas eu de telles commandes lors du présent trimestre.

La faible hausse de notre bénéfice brut au cours de la première moitié de l'exercice 2014 comparativement à la même période de l'exercice précédent est due aux facteurs ci-dessous :

Au cours de la première moitié de l'exercice 2013, une composition des produits vendus moins favorable s'est traduite par une baisse de notre bénéfice brut au cours de cette période. Notamment, au cours de la première moitié de l'exercice 2013, nous avons expédié d'importantes commandes de nos solutions de test sur cuivre à faibles marges, ce qui a eu un effet négatif sur notre bénéfice brut lors de cette période. Nous n'avons pas eu de telles commandes lors de la même période du présent exercice.

Cependant, au cours de la première moitié de l'exercice 2014, un niveau de ventes plus faible comparativement à la même période de l'exercice précédent s'est traduit par une absorption plus faible de nos coûts fixes de production, ce qui a entraîné une baisse de notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

De plus, au cours de la première moitié de l'exercice 2014, nos ventes incluaient des pertes de change sur nos contrats de change à terme de 369 000 \$ comparativement à des gains de change de 355 000 \$ lors de la même période de l'exercice précédent, ce qui a contribué à réduire notre bénéfice brut de 0,6 % d'un exercice à l'autre.

Enfin, au cours de la première moitié de l'exercice 2014, une concurrence et une pression accrue sur les prix comparativement à la même période de l'exercice précédent, a eu, dans une certaine mesure, un effet négatif sur notre bénéfice brut d'un exercice à l'autre.

FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Pour les trois mois terminés le 28 février 2014, les frais de vente et d'administration se sont élevés à 21,5 millions \$, ou 42,1 % des ventes, comparativement à 23,1 millions \$, ou 36,9 % des ventes, pour la même période de l'exercice précédent.

Pour les six mois terminés le 28 février 2014, les frais de vente et d'administration se sont élevés à 43,2 millions \$, ou 40,3 % des ventes, comparativement à 45,4 millions \$, ou 37,1 % des ventes, pour la même période de l'exercice précédent.

Au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2014, nos frais de vente et d'administration ont diminué en raison d'un contrôle serré des dépenses, ainsi que de la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien d'un exercice à l'autre, puisqu'une portion de nos frais de vente et d'administration est libellée dans cette devise et que nous publions nos résultats en dollars US.

De plus, au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2014, les commissions versées à nos différents canaux de ventes ont été inférieures comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précédent, en raison d'un niveau de vente plus faible d'un exercice à l'autre.

De plus, au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2014, malgré la baisse (en dollars) de nos frais de vente et d'administration d'un exercice à l'autre, ils ont augmenté en pourcentage des ventes par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent, puisque nos ventes ont diminué d'un exercice à l'autre et qu'une portion importante de ces frais est relativement fixe à court terme.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Frais de recherche et de développement bruts

Pour les trois mois terminés le 28 février 2014, les frais de recherche et de développement bruts ont totalisé 13,0 millions \$, ou 25,5 % des ventes, comparativement à 14,1 millions \$, ou 22,6 % des ventes, pour la même période de l'exercice précédent.

Pour les six mois terminés le 28 février 2014, les frais de recherche et de développement bruts ont totalisé 26,4 millions \$, ou 24,6 % des ventes, comparativement à 28,0 millions \$, ou 22,9 % des ventes, pour la même période de l'exercice précédent.

Au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2014, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne d'un exercice à l'autre a eu un effet positif sur nos frais de recherche et de développement bruts, puisque la majeure partie de ces frais est libellée dans ces devises et que nous publions nos résultats en dollars US.

De plus, au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2014, un changement de la composition et du calendrier de nos projets de recherche et de développement s'est traduit par une baisse de nos frais de recherche et de développement bruts comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précédent, notamment pour les frais de consultation et de sous-traitants.

Enfin, au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2013, nos frais de recherche et de développement bruts incluaient des frais de restructuration de 89 000 \$, comparativement à zéro aux cours des mêmes périodes du présent exercice.

Au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2014, malgré la baisse (en dollars) de nos frais de recherche et de développement d'un exercice à l'autre, ils ont augmenté en pourcentage des ventes par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent, puisque nos ventes ont diminué d'un exercice à l'autre et qu'une portion importante de ces frais est relativement fixe à court terme.

Crédits d'impôt et subventions

Nous avons droit à des crédits d'impôt de la part du gouvernement fédéral canadien et des gouvernements provinciaux pour nos activités de recherche et de développement admissibles effectuées au Canada. Nous sommes également admissibles à des subventions octroyées par un organisme finlandais dans le domaine des technologies pour certains projets de recherche et de développement effectués en Finlande.

Pour les trois mois terminés le 28 février 2014, les crédits d'impôt et les subventions pour les activités de recherche et de développement étaient de 2,1 millions \$, ou 15,9 % des frais de recherche et de développement bruts, comparativement à 2,2 millions \$, ou 15,3 % des frais de recherche et de développement bruts, pour la même période de l'exercice précédent.

Pour les six mois terminés le 28 février 2014, les crédits d'impôt et les subventions pour les activités de recherche et de développement étaient de 4,1 millions \$, ou 15,6 % des frais de recherche et de développement bruts, comparativement à 4,5 millions \$, ou 15,9 % des frais de recherche et de développement bruts, pour la même période de l'exercice précédent.

La baisse de nos crédits d'impôt et subvention au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2014 comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précédent provient principalement de la baisse de nos frais de recherche et de développement bruts d'un exercice à l'autre, puisque nous étions admissibles aux mêmes programmes de crédits d'impôt et de subventions d'un exercice à l'autre.

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles était de 1,2 million \$, comparativement à 1,5 million \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Au cours de la première moitié de l'exercice 2014, la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles était de 2,5 millions \$, comparativement à 3,1 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

La baisse de notre dépense d'amortissement au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2014 comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précédent est due au fait que certains actifs sont devenus complètement amortis au cours de l'exercice 2013 et à la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne d'un exercice à l'autre, puisque notre dépense d'amortissement est en majeure partie libellée dans ces devises et que nous publions nos résultats en dollars US.

AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, la dépense d'amortissement des actifs incorporels était de 1,1 million \$, comparativement à 1,9 million \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Au cours de la première moitié de l'exercice 2014, la dépense d'amortissement des actifs incorporels était de 2,3 millions \$, comparativement à 3,9 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

La baisse de notre dépense d'amortissement au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2014, comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précédent, est due au fait que les technologies acquises liées à l'acquisition de Brix Networks Inc. (acquise en 2008) sont devenues complètement amorties au cours de l'exercice 2013, et à la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien d'un exercice à l'autre, puisque notre dépense d'amortissement est en majeure partie libellée dans cette devise et que nous publions nos résultats en dollars US.

GAIN DE CHANGE

Les gains et les pertes de change sont attribuables à la conversion d'activités d'exploitation libellées en devises autres que notre monnaie fonctionnelle, qui est le dollar canadien. Une portion importante de nos gains et de nos pertes de change provient de la conversion de nos espèces et de nos soldes d'impôt différé libellés en dollars US. Nous gérons notre exposition aux risques de change en partie grâce à des contrats de change à terme et à nos activités d'exploitation libellées en dollars US, en euros et en d'autres devises. Cependant, nous demeurons exposés aux risques de change et notamment, toute hausse de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US aura un impact négatif sur nos résultats d'exploitation.

Pour les trois mois terminés le 28 février 2014, nous avons enregistré un gain de change de 2,3 millions \$, comparativement à 1,7 million \$ pour la même période de l'exercice précédent.

Pour les six mois terminés le 28 février 2014, nous avons enregistré un gain de change de 3,1 millions \$, comparativement à 2,5 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de façon importante par rapport au dollar US et à l'euro, comparativement au trimestre précédent, ce qui a entraîné un gain de change de 2,3 millions \$ au cours de cette période. En fait, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de 4,1 % par rapport au dollar US pour atteindre 1,1075 \$CA = 1,00 \$US au 28 février 2014, comparativement à 1,0620 \$CA = 1,00 \$US à la fin du trimestre précédent, et de 6,0 % par rapport à l'euro pour atteindre 1,5291 \$CA = 1,00 € au 28 février 2014, comparativement à 1,4420 \$CA = 1,00 € à la fin du trimestre précédent.

Au cours de la même période de l'exercice précédent, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de façon importante par rapport au dollar US, comparativement au trimestre précédent, ce qui a entraîné un gain de change de 1,7 million \$ au cours de cette période. En fait, la valeur de fin de période du dollar canadien par rapport au dollar US a diminué de 3,7 % pour atteindre 1,0314 \$CA = 1,00 \$US au 28 février 2013, comparativement à 0,9932 \$CA = 1,00 \$US à la fin du trimestre précédent.

Au cours de la première moitié de l'exercice 2014, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de façon importante par rapport au dollar US et à l'euro, comparativement à la fin de l'exercice précédent, ce qui a entraîné un gain de change de 3,1 millions \$ au cours de cette période. En fait, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de 4,9 % par rapport au dollar US pour atteindre 1,1075 \$CA = 1,00 \$US au 28 février 2014, comparativement à 1,0530 \$CA = 1,00 \$US à la fin de l'exercice précédent, et de 9,7 % par rapport à l'euro pour atteindre 1,5291 \$CA = 1,00 € au 28 février 2014, comparativement à 1,3936 \$CA = 1,00 € à la fin de l'exercice précédent.

Au cours de la même période de l'exercice précédent, la valeur de fin de période du dollar canadien a diminué de façon importante par rapport au dollar US, comparativement à la fin de l'exercice précédent, ce qui a entraîné un gain de change de 2,5 millions \$ au cours de cette période. La valeur de fin de période du dollar canadien par rapport au dollar US a diminué de 4,4 % pour atteindre 1,0314 \$CA = 1,00 \$US au 28 février 2013, comparativement à 0,9863 \$CA = 1,00 \$US à la fin de l'exercice précédent.

Les fluctuations des taux de change ont également un impact sur les différentes rubriques des états des résultats, puisqu'une portion importante de nos charges d'exploitation est libellée en dollars canadiens et en roupies indiennes, alors que nous publions nos résultats en dollars US. Par conséquent, la hausse de la valeur moyenne du dollar US par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne au cours du deuxième trimestre et de la première moitié de l'exercice 2014, comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précédent, a eu un effet positif sur nos résultats financiers. En fait, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, la valeur moyenne du dollar US a augmenté d'un exercice à l'autre de 8,4 % et 12,5 % respectivement par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne. Au cours de la première moitié de l'exercice 2014, la valeur moyenne du dollar US a augmenté d'un exercice à l'autre de 6,8 % et 12,5 % respectivement par rapport au dollar canadien et à la roupie indienne.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour les trois mois terminés le 28 février 2014, nous avons enregistré un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 41 000 \$ sur une perte avant impôts sur les bénéfices de 1,4 million \$. Au cours de la même période de l'exercice précédent, nous avons enregistré une dépense d'impôts sur les bénéfices de 2,1 millions \$ sur un bénéfice avant impôts sur les bénéfices de 2,1 millions \$.

Pour les six mois terminés le 28 février 2014, nous avons enregistré une dépense d'impôts sur les bénéfices de 907 000 \$ sur une perte avant impôts sur les bénéfices de 1,2 million \$. Au cours de la même période de l'exercice précédent, nous avons enregistré une dépense d'impôts sur les bénéfices de 3,2 millions \$ sur un bénéfice avant impôts sur les bénéfices de 1,6 million \$.

Ces situations proviennent principalement du fait que nous n'avons pas reconnu d'actifs d'impôt différé pour certaines de nos filiales à perte et que certaines de nos dépenses ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt sur les bénéfices, notamment nos charges de rémunération à base d'actions. Cependant, une portion importante de notre gain de change est créée par la conversion des états financiers de nos filiales étrangères; par conséquent, cette portion du gain n'est pas imposable. Autrement, notre taux d'impôt effectif aurait été plus près de notre taux d'imposition statutaire combiné fédéral et provincial canadien de 27 % pour toutes ces périodes.

Se référer à la note 6 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires condensés non vérifiés pour un rapprochement complet de la provision pour les impôts sur les bénéfices.

LIQUIDITÉS ET FINANCEMENT

Besoins de liquidités et financement

Au 28 février 2014, nos espèces et nos placements temporaires s'élevaient à 51,7 millions \$, alors que notre fonds de roulement était de 102,7 millions \$. Nos espèces et nos placements temporaires ont diminué de 897 000 \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014 comparativement au trimestre précédent. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, nos activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 3,6 millions \$. Par ailleurs, au cours du trimestre, nous avons effectué des paiements en espèces de 1,7 million \$ pour l'achat d'immobilisations, de 937 000 \$ pour le rachat d'actions dans le cadre de notre programme de rachat d'actions, et de 307 000 \$ pour le remboursement de notre dette à long terme. De plus, nous avons enregistré une perte de change non réalisée de 1,7 million \$ sur nos espèces et nos placements temporaires. Cette perte de change non réalisée provient de la conversion en dollars US de nos espèces et de nos placements temporaires libellés en dollars canadiens, et elle a été comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global au bilan.

Nos placements temporaires sont constitués d'un papier commercial émis par une société de premier ordre, échéant en mars 2014; par conséquent, nous considérons que le risque de non-exécution de cet instrument financier est limité. Ce titre de créance ne devrait nous soumettre à aucun risque de liquidité important. Aux fins de la gestion de notre trésorerie, nous avons mis en place une politique de gestion de la trésorerie que nous suivons et évaluons sur une base régulière. Nos espèces et nos placements temporaires seront affectés à notre fonds de roulement et à nos besoins généraux, à toute acquisition éventuelle, de même qu'à notre programme de rachat d'actions. Au 28 février 2014, nos espèces incluaient un montant de 31,5 millions \$ qui porte intérêt à un taux annuel de 1,5 %.

Nous croyons que notre solde d'encaisse et nos placements temporaires suffiront à satisfaire à nos besoins prévus en matière de liquidités et de capitaux dans un avenir prévisible, incluant l'impact de notre programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités. En plus de ces actifs, nous disposons de marges de crédit inutilisées de 15,1 millions \$ pour notre fonds de roulement et nos besoins généraux, ainsi que de marges de crédit de 17,9 millions \$ pour couvrir notre exposition aux risques de change relativement à nos contrats de change à terme. Toutefois, de possibles pertes d'exploitation, des frais de restructuration additionnels et/ou de possibles acquisitions d'entreprises, de produits ou de technologies complémentaires peuvent requérir du financement additionnel. Rien ne garantit que du financement additionnel par l'émission d'actions ou de dettes sera disponible lorsqu'il sera requis ou, s'il est disponible, qu'il pourra être garanti en des termes satisfaisants.

Sources et utilisation des liquidités

Nous finançons nos activités d'exploitation et comblons nos besoins en matière de dépenses en capital principalement par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, l'utilisation d'espèces et de placements temporaires et l'émission d'actions à droit de vote subalterne.

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 3,6 millions \$ au cours des trois mois terminés le 28 février 2014, comparativement à 2,1 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 7,0 millions \$ au cours des six mois terminés le 28 février 2014, comparativement aux flux de trésorerie utilisés de 2,7 millions \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014 sont attribuables au bénéfice net après les éléments sans incidence sur les espèces de 1,3 million \$, ainsi qu'à l'effet positif de la variation nette de 2,3 millions \$ de nos éléments d'exploitation hors caisse. Cet effet positif de la variation nette de nos éléments d'exploitation hors caisse est principalement attribuable à la baisse de nos comptes débiteurs, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 6,2 millions \$, en raison du calendrier des encaissements et des ventes au cours du trimestre. Cet effet positif a été compensé en partie par la hausse de nos impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à recouvrer, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 1,7 million \$, en raison de crédits d'impôt recouvrables gagnés au cours du trimestre mais non encore recouverts, par la hausse de nos stocks, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 1,2 million \$ afin de répondre à la demande future, ainsi que par la hausse de nos charges payées d'avance, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 787 000 \$, en raison du calendrier des paiements durant le trimestre.

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013 étaient attribuables au bénéfice net après les éléments sans incidence sur les espèces de 4,3 millions \$, lequel était compensé par l'effet négatif de la variation nette de 2,2 millions \$ de nos éléments d'exploitation hors caisse. L'effet négatif de la variation nette de nos éléments d'exploitation hors caisse était principalement attribuable à la baisse de nos comptes créditeurs, charges courues et provisions, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 3,7 millions \$, en raison du calendrier des achats et des paiements durant le trimestre, ainsi qu'à la hausse

de nos impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à recouvrer, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 1,3 million \$, en raison de crédits d'impôt recouvrable gagnés au cours du trimestre mais non encore recouverts. Ces effets négatifs ont été compensés en partie par la baisse de nos comptes débiteurs, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 2,0 millions \$, en raison du calendrier des encaissements et des ventes au cours du trimestre, ainsi qu'à la baisse de nos stocks, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 1,2 million \$, compte tenu de l'amélioration du taux de rotation des stocks au cours du trimestre.

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation au cours de la première moitié de l'exercice 2014 sont attribuables au bénéfice net après les éléments sans incidence sur les espèces de 2,2 millions \$, ainsi qu'à l'effet positif de la variation nette de 4,8 millions \$ de nos éléments d'exploitation hors caisse. Cet effet positif de la variation nette de nos éléments d'exploitation hors caisse est principalement attribuable à la baisse de nos comptes débiteurs, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 4,5 millions \$, en raison du calendrier des encaissements et des ventes au cours de la période, ainsi qu'à la hausse de nos comptes créditeurs, charges courues et provisions, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 5,4 millions \$, en raison du calendrier des achats et des paiements durant la période. Ces effets positifs ont été compensés en partie par la hausse de nos impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à recouvrer, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 943 000 \$, en raison de crédits d'impôt recouvrables gagnés au cours de la période mais non encore recouverts, par la hausse de nos stocks, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 3,5 millions \$ afin de répondre à la demande future, ainsi que par la hausse de nos charges payées d'avance, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 616 000 \$, en raison du calendrier des paiements durant la période.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation au cours de la première moitié de l'exercice 2013 étaient attribuables au bénéfice net après les éléments sans incidence sur les espèces de 5,8 millions \$, lequel était compensé par l'effet négatif de la variation nette de 8,5 millions \$ de nos éléments d'exploitation hors caisse. L'effet négatif de la variation nette de nos éléments d'exploitation hors caisse était principalement attribuable à la hausse de nos comptes débiteurs, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 6,1 millions \$, en raison de la hausse (comparativement à la première moitié de l'exercice 2012) et du calendrier des encaissements et des ventes au cours de la période, ainsi qu'à la hausse de nos impôts sur les bénéfices et crédits d'impôt à recouvrer, qui a entraîné des flux de trésorerie négatifs de 3,2 millions \$, en raison de crédits d'impôt recouvrable gagnés au cours de la période mais non encore recouverts. Ces effets positifs ont été compensés en partie par la baisse de nos stocks, qui a entraîné des flux de trésorerie positifs de 1,1 million \$, en raison de l'amélioration du taux de rotation des stocks durant la période.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 1,7 million \$ au cours des trois mois terminés le 28 février 2014, comparativement aux flux de trésorerie générés de 543 000 \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 2,4 millions \$ au cours des six mois terminés le 28 février 2014, comparativement aux flux de trésorerie générés de 1,5 million \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, nous avons effectué des paiements en espèces de 1,7 million \$ pour l'achat d'immobilisations.

Au cours de la même période de l'exercice précédent, nous avons vendu (net des acquisitions) pour 3,0 millions \$ de placements temporaires mais nous avons effectué des paiements en espèces de 2,5 millions \$ pour l'achat d'immobilisations.

Au cours de la première moitié de l'exercice 2014, nous avons effectué des paiements en espèces de 2,4 millions \$ pour l'achat d'immobilisations.

Au cours de la même période de l'exercice précédent, nous avons effectué des paiements en espèces de 4,5 millions \$ pour l'achat d'immobilisations mais nous avons vendu (net des acquisitions) pour 3,0 millions \$ de placements temporaires.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 1,2 million \$ au cours des trois mois terminés le 28 février 2014, comparativement à 424 000 \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 1,0 million \$ au cours des six mois terminés le 28 février 2014, comparativement à 1,3 million \$ au cours de la même période de l'exercice précédent.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, nous avons racheté du capital social pour 937 000 \$ et nous avons remboursé notre dette à long terme pour un montant de 307 000 \$. Cependant, nous avons reçu 89 000 \$ à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions.

Au cours de la même période de l'exercice précédent, nous avons remboursé notre dette à long terme pour un montant de 293 000 \$ et nous avons racheté du capital social pour 167 000 \$. Cependant, nous avons reçu 36 000 \$ à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions.

Au cours de la première moitié de l'exercice 2014, nous avons racheté du capital social pour 937 000 \$ et nous avons remboursé notre dette à long terme pour un montant de 307 000 \$. Cependant, nous avons reçu 195 000 \$ à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions.

Au cours de la même période de l'exercice précédent, nous avons racheté du capital social pour 1,1 million \$ et nous avons remboursé notre dette à long terme pour un montant de 293 000 \$. Cependant, nous avons reçu 87 000 \$ à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions.

CONTRATS DE CHANGE À TERME

Nous avons recours à des contrats de change à terme afin de gérer notre exposition au risque de change. Nous avons pour politique de ne pas utiliser ces instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives.

Nos contrats de change à terme, qui sont utilisés pour couvrir des ventes prévues libellées en dollars US, sont admissibles à la comptabilité de couverture, et les gains et pertes de change réalisés sur ces contrats sont constatés à titre d'ajustement des ventes lorsque les ventes couvertes sont comptabilisées.

Au 28 février 2014, nous détenons des contrats de change à terme nous permettant de vendre des dollars US à divers taux de change à terme, lesquels se résument comme suit :

Dates d'expiration	Montants contractuels	Taux contractuels moyens pondérés
Mars 2014 à août 2014	10 800 000 \$	1,0308
Septembre 2014 à août 2015	18 200 000	1,0589
Septembre 2015 à août 2016	13 400 000	1,0923
Septembre 2016 à décembre 2016	3 400 000	1,1063
Total	45 800 000 \$	1,0656

La valeur comptable des contrats de change à terme est égale à leur juste valeur, laquelle est basée sur le montant auquel ils pourraient être réglés selon les taux estimatifs du marché. La juste valeur des contrats de change à terme représentait des pertes nettes de 808 000 \$ au 31 août 2013 et de 2,1 millions \$ au 28 février 2014. Le taux de clôture était de 1,1075 \$CA = 1,00 \$US au 28 février 2014.

CAPITAL SOCIAL

Capital social

Le 25 mars 2014, EXFO avait 31 643 000 actions à droit de vote multiple en circulation, comportant 10 votes chacune, ainsi que 28 684 473 actions à droit de vote subalterne en circulation. Le nombre autorisé d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne est illimité et ces actions n'ont pas de valeur nominale.

ENTENTES HORS BILAN

Au 28 février 2014, nous avons des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de garantie totalisant 443 000 \$ aux fins de nos activités de vente et d'achat; ces lettres de garantie expirent à différentes dates jusqu'en 2017, et ont été réservées à même nos marges de crédit.

ENTITÉS STRUCTURÉES

Au 28 février 2014, nous n'avons aucune participation à des entités structurées.

CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS IMPORTANTES

Pour une description complète des conventions comptables, des jugements dans l'application des conventions comptables ainsi que des estimations et hypothèses importantes utilisées dans la préparation de nos états financiers consolidés, se référer à notre rapport annuel selon le formulaire 20-F pour l'exercice terminé le 31 août 2013, déposé auprès de la U.S. *Securities and Exchange Commission* et des commissions canadiennes des valeurs mobilières.

NOUVELLES NORMES IFRS ET AMENDEMENTS

Pour connaître les impacts de certaines nouvelles normes sur nos états financiers consolidés, se référer à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires condensés non vérifiés pour les trois mois et six mois terminés le 28 février 2014 et de nos états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 août 2013.

RISQUES ET INCERTITUDES

Au cours de la première moitié de l'exercice 2014, il ne s'est produit aucun changement important dans les facteurs de risque décrits dans notre rapport annuel selon le formulaire 20-F pour l'exercice terminé le 31 août 2013.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous fournissons des mesures non conformes aux IFRS (soit le bénéfice brut avant amortissement* et le BAIIA ajusté**) à titre d'information supplémentaire au sujet de notre rendement opérationnel. Nous utilisons ces mesures afin d'évaluer notre rendement financier de façon historique et prospective, ainsi que de mesurer notre rendement par rapport à nos concurrents. Ces mesures nous aident également à planifier et à établir des prévisions quant aux périodes futures ainsi qu'à prendre des décisions opérationnelles et stratégiques. Nous croyons que le fait de fournir cette information aux investisseurs, en plus des mesures conformes aux IFRS, leur permet de voir la société à travers les yeux de la direction, et de mieux comprendre notre rendement passé et futur.

Cette information supplémentaire n'est pas établie en conformité avec les IFRS. Par conséquent, elle n'est pas nécessairement comparable à celle qui est présentée par d'autres sociétés et devrait être considérée comme un supplément d'information, et non un substitut, aux mesures correspondantes établies selon les IFRS.

* Le bénéfice brut avant amortissement représente les ventes moins le coût des ventes, excluant l'amortissement.

** Le BAIIA ajusté représente le bénéfice net (la perte nette) avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement, frais de restructuration, charges de rémunération à base d'actions et gain de change.

Les tableaux ci-dessous présentent un rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net (de la perte nette) selon les IFRS, en milliers de dollars US :

BAIIA ajusté

	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	28 février		28 février	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice net (perte nette) pour la période selon les IFRS	(1 339) \$	39 \$	(2 086) \$	(1 599) \$
Ajouter (déduire) :				
Amortissement des immobilisations corporelles	1 243	1 504	2 518	3 109
Amortissement des actifs incorporels	1 074	1 922	2 256	3 884
Dépenses (revenus) d'intérêts	(49)	25	(76)	(8)
Impôts sur les bénéfices	(41)	2 088	907	3 220
Frais de restructuration	–	89	–	89
Charges de rémunération à base d'actions	402	468	865	916
Gain de change	(2 292)	(1 700)	(3 094)	(2 456)
BAIIA ajusté pour la période	(1 002) \$	4 435 \$	1 290 \$	7 155 \$
BAIIA ajusté en pourcentage des ventes	(2,0)%	7,1 %	1,2 %	5,8 %

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE PAR TRIMESTRE (non auditée)

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars US, sauf les données relatives aux actions)

	Trimestres terminés les			
	28 février 2014	30 novembre 2013	31 août 2013	31 mai 2013
Ventes	51 179 \$	56 003 \$	60 888 \$	58 865 \$
Coût des ventes ⁽¹⁾	20 073 \$	21 185 \$	22 574 \$	22 574 \$
Bénéfice net (perte nette)	(1 339) \$	(747) \$	3 802 \$	(862) \$
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action	(0,02) \$	(0,01) \$	0,06 \$	(0,01) \$

	Trimestres terminés les			
	28 février 2013	30 novembre 2012	31 août 2012	31 mai 2012
Ventes	62 576 \$	59 821 \$	57 156 \$	59 505 \$
Coût des ventes ⁽¹⁾	23 664 \$	23 657 \$	21 257 \$	23 549 \$
Bénéfice net (perte nette)	39 \$	(1 638) \$	(3 714) \$	(3 720) \$
Bénéfice net (perte nette) de base et dilué(e) par action	0,00 \$	(0,03) \$	(0,06) \$	(0,06) \$

(1) Le coût des ventes n'inclut pas l'amortissement.